

LE DÉTOUR DE FRANCE

Une école buissonnière

Collectif Etc

En novembre 2011, douze jeunes architectes et graphistes du Collectif Etc fraîchement diplômés enfourchent leurs vélos pour un tour de France d'une année. Le chemin buissonnier se faisait désirer. Ils foulent le territoire à vélo, dans l'épaisseur du paysage, à la rencontre d'expérimentateurs de la ville – hors cadres. Ceux qui ont fait le pas de côté, se frottant à la complexité du monde: architectes, urbanistes, sociologues, collectifs, associations. Habitants et praticiens des villes, campagnes et tout ce qu'on trouve entre.

À chaque halte, c'est par l'expérience que la rencontre prend forme: ensemble, ils scient, écoutent, vivent, regardent, peignent, mangent, dessinent, vivent. Et par là même construisent, en groupe et pas à pas, une autre manière d'exercer le métier. Peut-on construire soi-même l'espace public? Mettre les normes à l'épreuve des usages? Questionner la commande? Trouver d'autres ressources, penser d'autres formes de projets? Générer plus de sens et de convivialité? Ouvrir les chantiers? Diffuser le débat public sur le devenir du territoire? Participer à l'aménagement en tant qu'habitant, plutôt que faire participer l'habitant?

«Il faut faire comme Pascal, un pari, et changer de direction si nécessaire. Le pari, c'est l'intégration de l'incertitude dans l'espoir. Pari et stratégie, et en avant!» Edgar Morin

Avec une préface de Thierry Paquot.

Né à Strasbourg en septembre 2009, le Collectif Etc a pour volonté de rassembler des énergies autour d'une dynamique commune de questionnement de l'espace urbain. Par le biais de différents médiums et de différentes compétences, le Collectif se veut être un support à l'expérimentation.

De la citoyenneté ordinaire

Rencontre avec Yvan Detraz, membre de Bruit du frigo

Propos recueillis par le Collectif Etc,
Bordeaux, avril 2012.

Collectif Etc: Qu'est-ce que Bruit du frigo?

C'est une association créée en 1997 à Bordeaux, avec Gabi Farage. Nous étions en rupture avec l'enseignement à l'école d'architecture. Nous n'y trouvions pas de place pour les questions que l'on se posait, notamment concernant la relation de l'architecte aux habitants. Au début des années 1990, on ne parlait pas encore de participation, ni de démocratie participative. Pourtant, en arrivant dans cette formation, on se disait qu'être architecte ou urbaniste, c'était porter une responsabilité sociale vis-à-vis de ceux pour qui on conçoit des espaces de vie. Mais dans nos études, à aucun moment nous n'allions les rencontrer. On travaillait à partir d'habitants modélisés! Alors on a commencé à investir la rue à travers des actions très simples, notamment avec des associations dans le quartier de Saint-Michel à Bordeaux. Cela nous a permis de développer des méthodes et des outils de travail pour la suite.

Aviez-vous des références dans le milieu?

À l'époque, on se sentait un peu seuls. On s'appuyait sur des expériences des années 1970. Entre-temps, il y a eu le désert des années 1980. Mais le grand mouvement de grève en 1995 dans toutes les écoles d'architecture françaises a été un moment déclencheur. On découvrait qu'on était plusieurs à se poser les mêmes questions. Je pense notamment aux Robins des villes et aux arpenteurs. Pierre Mahey, qui était dans mon jury de diplôme, nous a beaucoup soutenus, stimulé par le fait de trouver des jeunes reprenant le flambeau. Il avait fait le trait d'union entre les années 1970 et cette époque. Pendant plusieurs années, on a bataillé et défendu auprès des écoles, des villes, des élus et des directeurs de services l'idée de mettre en place des démarches associant les habitants aux projets. On était perçu comme des utopistes ou des extraterrestres! En 1999 et 2000, il y a pourtant eu tout un débat à l'Assemblée nationale sur l'émergence de la loi SRU — solidarité et renouvellement urbain —, et sur la question précise de la démocratie participative. Notamment à Créteil, au Festival international de la ville. C'était un peu foutraque, mais très riche et fertile. On y rencontrait des étrangers. C'était un moment fondateur. En fait Bruit du frigo est arrivé au moment où ces questions revenaient sur le devant de la scène. Quand les collectivités ont commencé à vouloir

mettre en place des démarches de concertation sur les projets urbains, elles sont tombées rapidement sur des structures comme la nôtre. Cela s'est développé très vite, et au début des années 2000, c'est presque devenu un marché avec l'émergence de boîtes de communication et de cabinets de sociologues qui répondaient aux appels d'offres.

Vous répondez aux appels d'offres? Dans quels cadres de projet travaillez-vous?

On n'y répond que quand on est certains de gagner. Sinon, c'est une perte de temps. Et seulement s'il y a une démarche participative assez poussée, qui ne se contente pas de deux ou trois réunions publiques. Mais de manière générale, on est souvent frustrés des cadres qu'on nous propose ou nous impose, même s'ils s'améliorent progressivement. La culture de ces démarches s'est peu à peu diffusée dans les communes et services, qui rédigent des cahiers des charges de plus en plus adaptés.

Le projet du «Jardin de ta sœur» représente-t-il un cadre plus adéquat?

En effet, nous sommes aussi initiateurs de projets. Pour faire la démonstration qu'on peut travailler différemment, on développe nos cadres d'action en étant nos propres commanditaires. Pour cela, on a commencé à solliciter des subventions publiques auprès des collectivités dès 2001. En 2003, on a pu initier le premier atelier d'urbanisme utopique dans le quartier de Bordeaux-Nord, aux Chartrons, qui a fait émerger le «Jardin de ta sœur». C'est avant tout l'histoire d'une rencontre et d'une collaboration avec un centre social atypique, très engagé, qui se pose de vraies questions sur son rôle dans le quartier. Les ateliers d'urbanisme utopique démontrent que travailler avec les habitants sur la ville devrait être une démarche citoyenne et ordinaire, non soumise à des calendriers et temps officiels. C'est aussi une manière de lutter contre la confiscation de la pensée et de la parole sur la ville par des experts. Le discours dominant dans les colloques sur la participation des habitants tend à placer la ville comme un objet très complexe, que même les spécialistes ont du mal à appréhender, et qui nécessite trop de formations préalables pour que des non-initiés puissent s'en saisir. Évidemment cela nous fait bondir! Dans nos ateliers, nous mettons en débat la ville et le quartier,

tout en cherchant une échelle palpable pour tout le monde. Comme nous fabriquons des temps conviviaux, simplement, les gens s'arrêtent, cogitent, discutent. Petit à petit, apparaissent des idées et des niveaux d'analyse qu'on pourrait voir dans des workshops d'architecture. Il ne s'agit pas d'agir contre les spécialistes, mais au contraire de préparer le terrain pour nourrir le projet.

Pour Bordeaux-Nord, on a commencé avec le centre social des explorations assez banales dans le quartier, pour trouver ensemble certains aspects méconnus. Puis avec une caravane, on déployait un petit environnement avec des ateliers, des tables, des chaises, et des parasols pour interroger les passants. La nécessité d'un espace vert dans le quartier revenait souvent, et avait fait l'objet de plusieurs sollicitations auprès de la ville. Ce quartier de près de 10 000 habitants n'avait pas de jardin public! Puis par hasard, nous découvrons la friche Dupaty en plein cœur du quartier. Elle avait abrité d'anciens hangars et était cachée derrière de grands murs et portails métalliques. Notre rôle serait de faire le lien entre une demande sociale très forte d'un côté, et une disponibilité foncière de l'autre. Bien que le terrain ait déjà été utilisé par le centre social pour des manifestations, personne n'y avait vu un espace public potentiel. Alors plutôt que d'organiser des réunions publiques, on a décidé d'occuper le site en l'aménageant temporairement, pour voir les réactions. La ville nous avait donné l'autorisation pour organiser un événement culturel, à condition que l'espace soit rendu dans son état initial au bout de dix jours. Le chantier de construction, sans aucun budget, avec des palettes récupérées, a révélé de manière évidente la possibilité et l'intérêt d'un jardin pérenne. Détruire en deux heures ces aménagements construits en une semaine a été un traumatisme pour tout le monde. Mais ce fut aussi un terreau pour la suite. Une très forte motivation générale a permis de revendiquer la transformation de ce terrain en jardin. Notre rôle n'a donc pas été de porter publiquement ce projet, car nous n'étions pas légitimes pour le faire, mais plutôt de l'accompagner.

Comment êtes-vous passés de l'accompagnement de cette initiative habitante à un projet d'aménagement?

Suite à cet aménagement éphémère en 2003, les gens ont écrit à la mairie. L'élue à l'urbanisme

a organisé une réunion, et face à cette détermination, il a demandé une proposition aux habitants. L'enjeu était de contrer un projet immobilier imminent porté par un promoteur. Dans un premier temps, nous avons travaillé à la création du collectif Bordonor qui rassemblait habitants du quartier et associations — dont le centre social. Au départ il y avait beaucoup de motivation, mais les points de vue étaient très opposés concernant la définition même du jardin. Il a donc fallu construire une unité de vision dans le collectif avant de travailler sur le projet. De nombreux débats ont permis de générer un consensus. Le collectif a produit et envoyé un dossier rassemblant un plan-masse, un préprogramme et une étude sur le rôle du jardin dans le quartier. La mairie, qui s'attendait à recevoir une lettre, a été surprise. Face à cette proposition, certains élus ont compris l'intérêt de la démarche, d'autres sont restés bloqués sur la position dans laquelle cette situation les mettait. Au lieu d'être des élus faisant des projets pour les habitants, on leur demandait de valider et de suivre les projets des habitants! Finalement c'est le maire qui a fini par trancher en notre faveur, au bout de deux ans.

La ville a ensuite pris la main sur les ateliers de travail avec les habitants, qui sont devenus les ateliers urbains. Mais nous avions posé des règles importantes: toutes les décisions devaient être prises pendant les ateliers. Bruit du frigo était alors officiellement reconnu comme des architectes faisant partie et accompagnant le collectif Bordonor. On préparait les ateliers en amont avec la mairie, mais les prises de parole publiques, c'était Bordonor. On a finalement abouti à un système d'appel d'offres en plusieurs phases dont les cahiers des charges étaient rédigés ensemble. Un premier a concerné les plantations, le terrassement, les chemins et les clôtures. Un deuxième a suivi sur la partie jeux et potager. Les maîtres d'œuvre sélectionnées, Alise Meurise et Céline Pétreau, ont joué le jeu en prenant part aux ateliers de travail. Aujourd'hui, d'autres appels d'offres sont en cours pour continuer l'aménagement du jardin. Nous avons réussi à nous retirer complètement du projet.

Quel est votre rapport avec la ville de Bordeaux?

Très bon, mais il y a plusieurs services. On a de très bonnes relations avec le service du développement social et urbain, et le service culturel. Celui avec

lequel on a le plus de difficultés, c'est la direction de l'urbanisme. Quand on décide de monter un atelier d'urbanisme utopique, on sait que cela va durer au moins un an ou deux sur un territoire. Alors on essaye de ne pas aller au conflit, d'être force de proposition. C'est une démarche libre, autonome et volontaire qui produit une connaissance et des idées à transmettre. Même si certaines sont de l'ordre du fantasme, la ville a tout intérêt à s'en saisir pour nourrir ses projets urbains. Nous cherchons à ce que ce type de travail devienne une composante reconnue du processus.

Au fait, pourquoi Bruit du frigo?

C'était le nom d'un bar qui a fermé à Bordeaux. À l'époque, Gabi avait donné ce nom à une exposition d'artistes bordelais organisée au Liban, dans une fabrique de surgelés. Peu de temps après, on déposait les statuts de l'association en préfecture.

En 2014, Bruit du frigo, association loi 1901 non fiscalisée, comportait huit salariés (cinq en régime général, trois en emplois aidés), et quelques stagiaires occasionnels. Bruit du frigo va ouvrir une seconde structure de type SARL pour la production.